

**DÉCLARATION DE
LA JEUNESSE
— SUR LA —
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION**



**NATIONS UNIES
SOMMET 2022
SUR LA
TRANSFORMATION
DE L'ÉDUCATION**

Nous, jeunesse de la planète, reconnaissons que le monde d'aujourd'hui est soumis à de fortes turbulences. Face à ces crises mondiales, l'éducation est notre première source d'espoir et de solutions pour survivre et évoluer dans la paix et l'égalité. Pour changer le monde, **nous devons d'abord transformer l'éducation.**

Pendant trop longtemps, nous avons été exclus des processus politiques et décisionnels concernant nos vies, nos moyens de subsistance et notre avenir, ou alors nous n'avons été inclus qu'à titre symbolique. Dans le cadre de la transformation de l'éducation, nous voulons être entendus, nous voulons que nos expériences soient valorisées, que nos demandes soient prises en compte et que nos efforts, notre leadership et nos interventions soient reconnus. **Nous avons l'intention d'atteindre ces objectifs non pas en tant que bénéficiaires passifs, mais en tant que partenaires et collaborateurs à chaque étape du processus.**

Nous n'attendons pas d'être invités à transformer l'éducation. En fait, **nous sommes à la pointe du changement** ; nous sommes les pionniers de l'innovation, nous mobilisons nos pairs et nos communautés, nous plaidons pour une éducation universelle et de qualité et nous travaillons sans relâche à transformer l'éducation sur le terrain.

Nous soulignons notre responsabilité collective, notre devoir et la possibilité de créer un système éducatif complètement accessible et inclusif, axé sur les besoins des filles et des jeunes femmes, des réfugiés, des personnes handicapées, des personnes LGBTIQ+, des personnes de couleur, autochtones ou appartenant à d'autres groupes vulnérables et marginalisés, en tenant compte de l'intersectionnalité de ces identités. Nous soulignons également l'importance de la promotion de la solidarité, du dialogue et du partenariat intergénérationnels dans ce processus.

Dans le cadre de cette Déclaration inédite, nous, membres de la jeunesse mondiale, présentons notre vision commune pour transformer l'éducation. Elle est le fruit d'un vaste processus de consultation auquel **près d'un demi-million de jeunes** issus de plus de 170 pays et territoires qui ont participé à plus de 20 consultations en présentiel et en ligne, à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale, et à des enquêtes en ligne, des campagnes sur les réseaux sociaux, etc.

Cette Déclaration de la jeunesse est basée sur et s'inscrit dans l'Agenda 2030 pour le développement durable et, notamment, l'Objectif 4. Elle s'appuie sur les objectifs et principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Charte des Nations Unies, en soulignant que l'éducation est un droit humain fondamental, un bien public mondial et relève des pouvoirs publics. Elle s'appuie également sur Notre programme commun, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Stratégie des Nations unies pour la jeunesse (Jeunesse2030) et d'autres documents clés.

Pour atteindre ces objectifs, nous affirmons qu'il faut adopter une approche intersectionnelle, intersectorielle et transversale, fondée sur les principes des droits de l'homme, du développement durable, de l'égalité hommes-femmes, de la justice climatique, de l'inclusion, de l'équité, de l'égalité et de la solidarité, dans toutes les actions visant à transformer l'éducation et ses systèmes aux niveaux local, national, régional et mondial.

Par conséquent, **nous appelons les États membres en particulier**, ainsi que les gouvernements, la société civile, les organisations internationales, les Nations Unies et les autres décideurs clés des systèmes éducatifs (ci-après les décideurs) à s'engager et à assurer la mise en œuvre des exigences suivantes :

- 1. Nous demandons** aux décideurs de coopérer avec la jeunesse dans toute sa diversité, y compris les représentants élus des étudiants, de manière significative, efficace, diversifiée et sûre, dans le cadre de la conception, la mise en œuvre, l'exécution, le suivi et l'évaluation du processus de transformation de l'éducation, y compris dans le cadre du suivi du Sommet sur la transformation de l'éducation ;
- 2. Nous demandons** que les décideurs encouragent et investissent dans le leadership de la jeunesse et des étudiants, qu'ils soutiennent les systèmes de représentation, en particulier pour la jeunesse issue de communautés vulnérables et marginalisées, et qu'ils incluent la jeunesse et les étudiants dans les organes politiques et décisionnels et dans les délégations nationales ;
- 3. Nous demandons** instamment aux décideurs de décoloniser et de démocratiser la production de connaissances, la pédagogie et l'enseignement en améliorant et en imposant des programmes d'études qui démantèlent les attitudes coloniales, racistes, misogynes et discriminatoires, et en reconnaissant la valeur des connaissances autochtones et locales ;
- 4. Nous demandons** aux décideurs d'investir dans une éducation transformatrice de genre afin de créer un présent et un avenir féministes, équitables et débarrassés de tout stéréotype de genre nuisible.
- 5. Nous demandons** aux décideurs de garantir une éducation sexuelle complète et de qualité pour tous les élèves, dans les écoles et en dehors ;
- 6. Nous appelons** les décideurs à investir dans une éducation inclusive qui embrasse la diversité et garantit l'intégration de tous les élèves dans le même environnement d'apprentissage, indépendamment de leurs aptitudes, de leur origine ethnique, de leur religion, de leur statut juridique, de leur genre, de leurs besoins psychosociaux, de leur état matrimonial, de leur orientation sexuelle, de leurs responsabilités familiales et de tout autre facteur discriminant ;
- 7. Nous demandons** aux décideurs d'investir dans l'éducation au développement durable dans l'ensemble des programmes scolaires et, notamment, dans l'éducation au changement climatique afin de développer les compétences et les connaissances nécessaires pour renforcer la résilience, atténuer les impacts de la crise climatique et garantir la justice climatique, et enfin d'investir dans des systèmes d'alerte précoce et des infrastructures résilientes pour assurer la sûreté, la sécurité et la continuité de l'éducation ;

8. **Nous demandons** instamment aux décideurs de promouvoir une vision plus large et holistique de l'éducation, basée sur les principes de la paix et des droits de l'homme, qui permette à chaque jeune d'avoir une motivation et une vie épanouie, agréable et de qualité ;
9. **Nous appelons** les décideurs à promouvoir et cultiver la liberté académique, à encourager une éducation favorisant la pensée critique, l'imagination, la communication, l'innovation, les compétences socio-affectives et interpersonnelles, et à s'efforcer de lutter efficacement contre la désinformation ;
10. **Nous demandons** aux décideurs d'éliminer tous les obstacles juridiques, financiers et systémiques qui empêchent les élèves, notamment les jeunes migrants, réfugiés et déplacés, d'accéder et de participer pleinement à l'éducation, à savoir l'absence de prise en compte des connaissances acquises, des documents académiques, les obstacles liés au passage d'un niveau d'éducation à un autre, etc. ;
11. **Nous demandons** instamment aux décideurs de créer un environnement scolaire sûr pour tous, y compris en ligne, sans intimidation, harcèlement, violence physique, sexuelle, psychologique et sexiste, racisme, sexisme, xénophobie et discriminations, notamment en matière d'aptitudes physiques ou d'âge ;
12. **Nous appelons** les décideurs à assurer la santé mentale et le bien-être de tous les élèves à l'intérieur et à l'extérieur de la salle de classe tout au long du parcours éducatif, y compris pour les enfants et la jeunesse déscolarisés, ainsi qu'à mettre en place des environnements optimaux pour les activités récréatives (artistiques et sportives) afin de proposer, équitablement, à tous les enfants et la jeunesse un complément à l'éducation ;
13. **Nous demandons** aux décideurs d'investir dans la protection sociale pour soutenir le parcours éducatif de tous les enfants et de la jeunesse, notamment des filles et des jeunes femmes, des jeunes réfugiés, des jeunes handicapés, des jeunes autochtones, etc., tout en veillant à ce que des stratégies efficaces et efficientes soient mises en place pour que les enfants et les jeunes déscolarisés retournent à l'école ;
14. **Nous demandons** instamment aux décideurs d'améliorer la qualité de l'éducation à tous les niveaux, avec un soutien renforcé pour l'enseignement gratuit et les savoirs fondamentaux afin que tous les enfants bénéficient d'activités d'alphabétisation précoces et apprennent les bases de la lecture, de l'écriture et des mathématiques à l'école primaire ;
15. **Nous appelons** les décideurs à reconnaître et à investir dans les programmes et les organisations d'éducation non formelle, en particulier ceux qui sont dirigés par la jeunesse, qui font partie intégrante du droit à l'éducation et qui proposent une approche clé pour promouvoir le développement de valeurs personnelles et collectives et l'engagement civique des enfants et de la jeunesse ;

- 16. Nous appelons** les décideurs à investir dans le développement de compétences à l'épreuve du temps, dans la formation technique et professionnelle, dans l'apprentissage et dans d'autres opportunités pertinentes pour garantir l'accès de la jeunesse à des emplois décents, notamment lorsqu'ils sont issus de communautés vulnérables et marginalisées ;
- 17. Nous exhortons** tout particulièrement les décideurs à investir stratégiquement dans les compétences, les politiques et les stratégies vertes et numériques afin de renforcer l'éducation, la recherche, les possibilités d'entrepreneuriat et les emplois décents pour la jeunesse, notamment ceux qui n'ont toujours pas l'électricité, Internet ou un accès légal aux services en ligne ;
- 18. Nous demandons** aux décideurs de proposer aux enseignants une formation de qualité et adaptée, un développement professionnel, les installations nécessaires, des conditions de travail appropriées et un environnement innovant, sûr et enrichissant, en améliorant le statut de la profession et, notamment, en travaillant avec les jeunes enseignants, les enseignantes, les enseignants réfugiés et les représentants des syndicats d'enseignants ;
- 19. Nous appelons** les décideurs à mettre en place des mécanismes de recrutement des enseignants qui soient équitables, justes, non discriminatoires et démocratiques, notamment pour assurer le recrutement de candidats issus de communautés vulnérables et marginalisées ;
- 20. Nous demandons** instamment aux décideurs d'investir dans l'infrastructure numérique de l'éducation et une accessibilité abordable, digne, sûre et stable à la connectivité numérique pour tous, afin de faciliter l'apprentissage et de réduire la fracture numérique ;
- 21. Nous demandons** aux décideurs de garantir des sources de financement durables, flexibles, accessibles, équitables, efficaces conformément aux données disponibles pour financer efficacement et stratégiquement la transformation de l'éducation de manière universelle, équitable, juste, résiliente, sûre et démocratique pour tous les élèves, en particulier les filles et les jeunes femmes, les jeunes handicapés, les jeunes réfugiés, les jeunes autochtones, etc. ;
- 22. Nous demandons** aux décideurs, en particulier aux États membres, de protéger et d'augmenter le financement national et international de l'éducation en sanctuarisant les budgets de l'éducation, en augmentant les ressources responsables en matière de financement public pour atteindre les enfants et la jeunesse les plus vulnérables et marginalisés, en collaborant efficacement entre les secteurs et les ministères, et en atteignant finalement la barre de 20 % des budgets gouvernementaux dédiés à l'éducation ;

23. Nous exhortons également les décideurs et, en particulier, les États membres à soutenir, à financer et à établir des partenariats publics-privés et entre les parties prenantes pour garantir un financement dédié à la transformation de l'éducation et à la réduction des écarts au niveau de la qualité de l'éducation entre et au sein des régions, des institutions publiques et privées, des zones urbaines et rurales, etc. ;

24. Nous demandons en particulier aux décideurs d'augmenter le financement de l'éducation pendant et après les situations d'urgence dans les régions et territoires concernés, par le biais de l'aide publique au développement, de l'aide humanitaire, du financement public, etc., jusqu'à ce que tous les enfants et la jeunesse aient un accès équitable à une éducation de qualité, en particulier les filles et les jeunes femmes, les réfugiés et les déplacés ;

25. Nous demandons aux décideurs de mettre en place des mesures et des procédures solides et démocratiques pour mettre en œuvre, de manière transparente, responsable et efficace, les recommandations ci-dessus, en veillant particulièrement à ce que la jeunesse puisse intervenir et mettre en question les actions des décideurs, soit directement soit par l'intermédiaire de représentants ;

Guidés par les principes, les objectifs et les exigences ci-avant, nous, la jeunesse de la planète, nous engageons à :

1. Rester solidaires avec toute la jeunesse de la planète, dans toute sa diversité, en particulier les jeunes femmes et les filles, les jeunes LGBTQ+, les jeunes handicapés, les jeunes réfugiés et migrants, les jeunes autochtones et les autres groupes vulnérables et marginalisés, pour transformer l'éducation ;
2. Continuer à plaider pour la transformation de l'éducation, aux niveaux individuel et collectif, avec des mouvements sociaux, des organisations de la société civile, des solutions proposées par la jeunesse, etc. ;
3. Continuer à demander des comptes aux décideurs, en particulier aux États membres, tout au long du processus de conception, d'exécution, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des demandes ci-avant, tout en veillant à ce que nos cadres de responsabilisation soient transformateurs de genre ;
4. Lancer un plan d'action coordonné par le réseau SDG4Youth pour faire avancer les demandes ci-dessus après le sommet, mobiliser les parties prenantes pour continuer à amplifier le mouvement mondial pour la transformation de l'éducation, et doter la jeunesse des compétences nécessaires pour défendre une éducation de qualité aux niveaux local et mondial ;
5. Promouvoir le dialogue et la coopération intergénérationnels, interculturels et interreligieux dans les systèmes éducatifs de toutes les communautés, de tous les pays et de toutes les régions afin de créer un monde meilleur fondé sur la solidarité, la diversité, l'empathie, la compréhension mutuelle et le respect.